

PRÉSENT

Quotidien

BEL/LUX/ITA : 2.80 € - CH : 3.80 CHF - Canada : 3.80 \$ can - Dom avion : 2.90 € - Tom avion : 850 CFP

PRÉSENT

PROPOS SUR TRAPPES

Bardella mis en examen

Page 2

VENDREDI 4 FÉVRIER 2022 N° 10052 - 2,50 €

www.present.fr

LE BLUFF HIDALGO

PARIS PERDU

Le livre de Didier Rykner et les alertes lancées par #SaccageParis montrent qu'Anne Hidalgo est à la tête d'une vaste campagne de destruction du patrimoine de la capitale, mais sont aussi le signe que les Parisiens réagissent.

P8



MACRON EN CAMPAGNE

Réformer Schengen ?

Courbettes devant les chrétiens d'Orient

Page 3

CANADA

La liberté en route

Page 4





La justice complice des islamistes

■ Franck Delétraz
franck.deletraz@present.fr

INVITÉ MERCREDI MATIN sur l'antenne d'Europe 1, Jordan Bardella a annoncé avoir découvert, en rentrant chez lui la veille, « la notification de [sa] mise en examen » à la suite d'une plainte déposée par le maire islamophile de Trappes. Son « crime » ? Avoir osé s'inquiéter, dans un communiqué publié sur le site du RN au lendemain de la réélection contestée d'Ali Rabeh en octobre dernier, de la passivité totale du gouvernement « devant la constitution de Républiques islamiques en miniature » sur le sol français. Une inquiétude et des propos non seulement justifiés au vu du degré effrayant d'islamisation de la ville de Trappes mais qui, en outre, ne sont normalement en rien répréhensibles par la loi. Et pourtant, dans son acharnement à vouloir réduire au silence tous ceux qui osent dénoncer l'islamisation de notre pays, la justice noyauté par les islamogauchistes du Syndicat de la magistrature a décidé d'instruire la plainte déposée par Rabeh !

Mainmise de l'islamisme sur Trappes

C'était le 11 octobre 2021, au lendemain de la réélection du maire Ali Rabeh (Génération.s) à la tête de la commune des Yvelines qui compte une quinzaine de mosquées, six salles de prières, et peut « s'enorgueillir » d'avoir fourni près d'une centaine de djihadistes à

l'EI (voir *Présent* daté du 26 octobre 2021). Une réélection qui, rappelons-le, a fait l'objet de multiples recours de la part de l'opposition pour « fraude électorale » auprès du tribunal administratif de Versailles, après une première annulation en 2020 par le Conseil d'Etat. Préoccupé par le résultat du scrutin, Jordan Bardella avait alors publié un communiqué dans lequel, constatant la « complaisance [de Rabeh] avec le communautarisme », il avait estimé que sa réélection actait « la mainmise de l'islamisme sur la ville de Trappes ». Dénonçant la passivité de l'exécutif « devant la constitution de Républiques islamistes en miniature » sur notre sol, le président du RN avait alors exigé du gouvernement la « révocation du maire par décret en Conseil des ministres » et « la mise sous tutelle par l'Etat de la ville de Trappes ».

Demandes on ne peut plus légitimes

quand personne n'ignore plus le degré de clientélisme qui existe dans cette commune.

« Faire taire ceux qui dénoncent le réel »

Reste que, évidemment mécontent de voir ses agissements pointés du doigt par l'eurodéputé RN, Rabeh a immédiatement déposé plainte contre lui, en dénonçant une prétendue « stigmatisation » de la ville et de ses habitants. Une plainte qui, selon toute logique, aurait dû être classée sans suites. Or, préférant visiblement donner satisfaction au maire de Trappes, la justice a tout bonnement décidé de mettre en examen le président du RN ! Une décision qu'a bien sûr dénoncée celui-ci lundi, en déplorant notamment « que la justice française poursuive le même but aujourd'hui que les islamistes, à savoir faire taire ceux qui dénoncent le réel et ceux qui refusent de voir d'innombrables quartiers en France se transformer ». Car, a-t-il ajouté, cette mise en examen intervient « dans une période où nous apprenons que des journalistes, et notamment une de vos confrères de M6 et un habitant de Roubaix, ont été placés sous protection policière pour avoir [...] simplement décrit le réel et montré la progression de l'islamisme dans la ville de Roubaix ». Une déclaration qui faisait directement allusion aux récentes menaces de décapitation dont ont fait l'objet la journaliste Ophélie Meunier et Amine Elbahi, à la suite de la diffusion du numéro de « Zone interdite » consacré aux menées islamistes dans la ville nordiste (voir *Présent* des 28 janvier et 1er février 2022). Une volonté de réduire au silence d'autant plus grave, a fort justement rappelé Jordan Bardella, que la « présidentielle sera évidemment un enjeu de civilisation mais aussi un enjeu de sécurité parce que l'islamisme aujourd'hui a pris le pouvoir dans beaucoup de quartiers ». ▀

PRÉSIDENTIELLE 2022

Marine Le Pen expose son volet sécurité

■ Franck Delétraz franck.deletraz@present.fr

CEN'EST ÉVIDEMMENT pas un hasard si la candidate du RN a choisi la ville de Brest pour présenter mardi son programme en matière de sécurité. En effet, comme elle l'a très justement rappelé à l'issue de sa visite du quartier ethnique de Pontanézen, « à bien des égards, Brest est emblématique de cette explosion de la délinquance » qui a transformé de nombreux quartiers de notre pays en « enclaves de non-France », où « la loi du plus fort se mêle au nouvel ordre immoral de l'islamisme qui s'impose avec la complaisance de certains élus locaux ». Une dérive gravissime à laquelle Marine Le Pen entend bien mettre fin si elle est élue, grâce à toute une série de mesures chocs.

Réarmer la police et la justice

Ainsi, a-t-elle annoncé, « je ferai voter une loi de programmation pour augmenter le budget de la sécurité et de la justice à hauteur de 7,7 milliards d'euros sur cinq ans », et « 7 000 postes de policiers et de gendarmes seront créés, ainsi que 3 000 postes de personnels administratifs ». En même temps, la candidate RN a promis le lancement « d'un grand programme de rénovation des locaux ainsi que la mise à niveau des équipements ». Autre mesure importante : la loi instaurera l'obligation, pour les communes de plus de 10 000 habitants, de se doter d'une police municipale. Effort qui, a-t-elle précisé, « sera bien sûr accompagné par le gouvernement ». Du côté de la justice, la candidate a promis le doublement du nombre de magistrats et la création de 25 000 places de prison supplémentaires à l'horizon 2028. Surtout, a-t-elle expliqué, « je réarmerai moralement et juridiquement nos forces de l'ordre et notre justice », notamment en instaurant « une présomption de légitime défense pour les policiers et les gendarmes ». Et « toutes les peines, même les plus courtes », seront effectuées. D'autre part, a promis Marine Le Pen, « je rétablirai également les peines planchers », et « mettrai un terme à l'impunité des mineurs délinquants en ramenant la majorité pénale à 16 ans et en systématisant la sanction dès le premier fait commis ».

Grande politique sociale pour les policiers

Invitée le lendemain au grand débat organisé par le syndicat Alliance après la projection de *Bac Nord* (voir *Présent* d'hier), la candidate du RN s'est par ailleurs engagée à « mener une grande politique sociale envers les agents des forces de l'ordre », notamment en sécurisant leur « parcours professionnel » ainsi que leur « vie familiale », en leur ouvrant « une part des logements sociaux », ou encore en mettant en œuvre un « grand plan anti-suicide ». ▀



Macron était dans les Hauts-de-France ce mercredi. Assurant la présidence de l'UE pour six mois, il a réuni à Tourcoing les ministres de l'Intérieur européens et, dans la soirée, il s'est adressé à eux, leur exposant une réforme de l'espace Schengen, pour « mieux tenir les frontières d'Europe ».

Officiellement, cette réforme est rendue nécessaire par la séquence terroriste récente. Aux journalistes il a cité aussi l'immigration.

■ Francis Bergeron
francis-bergeron@present.fr

À LA VÉRITÉ, le président tente de faire sienne une analyse de la crise sécuritaire et migratoire qui est devenue si évidente (et si liée) qu'elle ne peut plus être niée. Peu à peu son discours rejoint donc celui qui tient la droite, et que tenait le FN lors des accords de Schengen... contre lesquels les Français avaient d'ailleurs voté.

Macron veut un conseil de gouvernance de l'espace Schengen, un renforcement de la surveillance des frontières de l'Europe avec Frontex, la mise en place d'un fichier unique biométrique des migrants venant en Europe. Mais il faudrait déjà avoir un fichier des clandestins vivant déjà actuellement à l'intérieur de l'Europe...

Les derniers lambeaux de politiquement correct ont conduit Macron à parler de lutte non pas contre l'immigration, mais contre « l'instrumentalisation des migrants ». Qu'est-ce que ça veut dire ? Qui instrumentalise les migrants et de

MACRON À
TOURCOING

Des paroles sur l'immigration... future



©Sylvain Lefevre/Getty Images

quelle façon ? Il est resté muet sur ce plan. Des associations extrémistes ? Les islamistes ? Les pays d'origine ? On se perd en conjectures.

Mais Macron entend aussi poursuivre la politique de ses prédécesseurs dans la répartition des migrants dans les différents pays européens ou au moins dans le financement de leur prise en charge (logement, nourriture, loisirs, argent de poche, etc.). Cette partie-là de son programme de travail avec les ministres de l'Intérieur n'a pas été exposée à la presse, campagne électorale oblige.

Il rêve aussi d'une approche européenne pour faire pression sur les pays d'origine

afin qu'ils reprennent leurs ressortissants entrés illégalement. On connaît déjà la réponse algérienne.

Mais devant la mairie de Tourcoing, avec Darmanin à sa gauche, il a donné l'impression qu'il voulait donc, lui aussi, résoudre cette question, tenant des propos que n'aurait pas reniés Valérie Pécresse qui, elle aussi, cherche à durcir son discours, à vendre aux électeurs l'idée que LR, c'est le RN ou Reconquête, en plus respectable.

Les courriels tombaient sans arrêt

Le petit discours de Macron à la presse et ses réponses aux questions n'ont pas

vraiment convaincu les Tourquennois. Il fallait lire dès mercredi soir, les courriels qui tombaient sans arrêt sur les messageries des médias régionaux et des réseaux sociaux. Par exemple celui-ci : « Monsieur le Président, vous parlez très bien, vous êtes très inspirant pour les gens éduqués et j'ai envie si ce n'est besoin de vous croire. J'aime l'espoir que vous diffusez, en particulier à l'étranger. C'est très bon ! Mais vous ignorez les vraies raisons de la situation des "territoires perdus de la République". Parlez donc aux Tourquennois, et pas seulement à Darmanin. Pas besoin de crèches à Tourcoing, les femmes sont voilées à la maison, et éduquent leurs enfants à leurs propres valeurs... Pas besoin de bibliothèques, le Coran suffit, et la lecture est faite par le prêcheur... »

Les messages disent tous que la région n'a pas besoin d'argent ou de policiers, mais qu'il faut mettre un terme « à 50 ans de laxisme ».

Le plan exposé par Macron – et sans doute effleuré devant les ministres de l'UE – s'intéresse donc aux migrations à venir, mais pas un mot n'a été consacré aux millions de clandestins déjà là. Sur ce terrain, Macron est muet, il ne bougera pas. ▀

CHRÉTIENS D'ORIENT

Emmanuel Macron et l'électorat catholique

Emmanuel Macron se la joue « cathos-friendly » ! Mardi, le président de la République a organisé une réception en l'honneur des chrétiens d'Orient. Difficile de ne pas y voir une manœuvre électorale à deux mois de la présidentielle.

■ Louis Marceau redaction@present.fr

LA SOIRÉE FUT RICHE EN ÉVÉNEMENTS. Le président de la République a profité de l'occasion pour décerner la Légion d'honneur à Mgr Gollnisch, directeur de l'Œuvre d'Orient, l'une des principales associations caritatives dédiées aux chrétiens d'Orient. Il a également annoncé le doublement des fonds destinés à soutenir les écoles chrétiennes au Moyen-Orient, qui passeront donc de deux à quatre millions d'euros. Les écoles soutenues en 2021 se trouvaient essentiellement au Liban (129 sur 174 établissements) mais aussi en Egypte, en Israël, en Palestine et en Jordanie. Si l'entourage du président insiste pour dire que cette soirée n'est pas une démarche électorale, il est permis d'en douter, voire d'en rire !

Ce n'est ni plus ni moins qu'une réponse à ses adversaires et une tentative pour capter les votes de la droite catholique. En décembre, Eric Zemmour s'était rendu en Arménie avec Philippe de Villiers et avait notamment déclaré que « la France a toujours été le protecteur des chrétiens d'Orient ». Valérie Pécresse lui avait emboîté le pas, consciente du symbole que représentent l'Arménie et plus globalement les chrétiens d'Orient aux yeux des catholiques français,

particulièrement sensibilisés à cette question depuis le développement de l'Etat islamique en 2014. Emmanuel Macron se devait de réagir.

Ce n'est pas la première fois que le locataire de l'Élysée fait la cour aux catholiques. On se souvient notamment du discours prononcé en avril 2018 devant la Conférence des évêques de France au collège des Bernardins. Nombreux furent les catholiques à se faire bernier. Un moyen pour les tièdes de justifier leur vote qui, disons-le, est bien plus souvent basé sur le portefeuille que sur la morale. Or Emmanuel Macron n'a jamais fait mystère de ses réels penchants idéologiques et parle notamment de la PMA pour toutes comme d'un « aboutissement majeur ».

Double jeu

Par ailleurs, si Emmanuel Macron a expliqué mardi que « soutenir les chrétiens d'Orient est un engagement séculaire de la France, une mission historique », il semble avoir oublié cette mission durant la guerre du Haut-Karabagh en 2020. Dans un passionnant entretien publié dans *Monde & Vie* du 28 janvier, le docteur

Ekhérian a révélé la réelle position de la France. Ce médecin d'origine arménienne, qui se rend régulièrement en Arménie pour soigner ses compatriotes, affirme que l'Élysée a donné des ordres pour qu'aucun élément de la guerre ne fuite dans la presse. Pour quelle raison ? La France entretient de fait des liens étroits avec l'Azerbaïdjan, détenant 5 % du pétrole de la mer Caspienne et vendant « toutes sortes d'infrastructures » aux Azéris, comme ce fut le cas récemment avec le métro de Bakou. François Hollande – qui avait parmi ses ministres un certain Emmanuel Macron – a aussi armé l'Azerbaïdjan, leur vendant le satellite Azersky.

Avec un ami comme la France d'Emmanuel Macron, les chrétiens d'Orient n'ont pas besoin d'ennemis. Aux catholiques de France de le comprendre une bonne fois pour toutes ! ▀



« Convoi de la liberté » D'autres convois vers Québec, Vancouver et Toronto

■ Rémi Tremblay remi-tremblay@present.fr
Correspondant permanent au Canada



LA VILLE D'OTTAWA a vécu son sixième jour de manifestations, alors que le blocus de la frontière était finalement levé, à la suite d'une intervention de la Gendarmerie royale du Canada.

Les camionneurs et leurs sympathisants sont toujours dans la capitale et attendent un nouvel afflux de manifestants. Comme pour les différents actes parisiens des Gilets jaunes, de nombreux Canadiens convergeront vers Ottawa durant la fin de semaine, alors que d'autres convois se dirigeront non seulement vers Québec, mais aussi vers Vancouver et vers la métropole canadienne, Toronto.

Contrairement à ce que les médias claironnent, la légalité reste de mise. Les médias nationaux ont fait les manchettes avec l'arrestation de trois individus séparés, ce qui prouverait la dangerosité des contestataires. Un premier, un habitant d'Ottawa, fut arrêté pour un méfait non spécifié

et un deuxième, lui aussi originaire de la capitale, a été appréhendé parce qu'en possession d'une arme dont on ne sait rien. Le troisième a quant à lui été arrêté pour des propos tenus sur les réseaux sociaux. On le voit, on est loin d'une insurrection, mais ce fut le prétexte pour menacer les manifestants : ils n'auront droit à aucune clémence et la police envisage toutes les options pour les déloger.

Mais la véritable nouvelle de la journée à Ottawa fut l'éviction du chef conservateur Erin O'Toole. Lundi, 35 députés représentant la droite du parti ont exigé un vote de confiance. Aujourd'hui le verdict est tombé : une grande majorité des députés ne fait plus confiance à O'Toole, plutôt de gauche sur les questions sociétales. Il annonça immédiatement sa démission.

Quant au Premier ministre Justin Trudeau, il n'est pas encore sorti, contrairement à la folklorique marmotte qui est venue nous annoncer le printemps. ▀

Le saint du jour

■ AB V.B. ab-v-b@present.fr

Saint Isidore de Péluse, confesseur (449)

ISIDORE, ascète, théologien et directeur d'âmes au Ve siècle, naquit à Alexandrie pendant la seconde moitié du IV siècle. On le désigne communément par le lieu où il se retira après avoir renoncé à ses biens et dit adieu à sa famille. Ses écrits attestent de la bonne bénédiction qu'il avait reçue. Le monachisme égyptien l'attira bientôt au désert ; il donna ses préférences à la forme cénobitique organisée par saint Pacôme à Tabenne et se retira dans la région de Péluse. Admis dans le monastère de Lychnos, il fut bientôt comme une règle vivante, mena la vie mortifiée d'un saint Jean Baptiste. Fut-il prêtre ? Devint-il abbé ? On le vit se battre aux côtés de Cyrille d'Alexandrie contre le nestorianisme. Dans ses écrits on découvre sa liberté et sa vigueur d'esprit. Il n'hésitera pas à faire remarquer à Cyrille sa trop grande dureté dans la résolution des conflits. Isidore est célèbre par ses lettres, et ses lettres nous renseignent sur la compréhension des Saintes Ecritures, mais aussi sur les mesures disciplinaires de l'Eglise du Ve siècle. Il mourut dans une extrême vieillesse. Les Carmes n'hésitent pas à en faire un des leurs, ce qui est, somme toute, problématique. ▀



Macron jugé... et condamné sans appel

■ Francis Bergeron francis-bergeron@present.fr

IL Y A CINQ ANS, même ceux qui n'aimaient pas ses idées ne pouvaient s'empêcher d'espérer qu'un tout jeune président comme lui, qui avait une certaine allure et qui ne venait pas directement du marigot des partis politiques, pourrait peut-être réserver une bonne surprise. Dans l'histoire française moderne, nous avons eu quelques cas de cette nature où le pouvoir ou les circonstances ont transcendé ceux qui l'incarneraient. Mais même les mieux disposés n'ont pas tenu plus de quelques mois, voire quelques semaines. Très vite Macron a confirmé, au-delà de ce que l'on pouvait craindre, qu'il était habité par une vision dont la France, le peuple français, étaient exclus.

A l'heure où sont écrites ces lignes, notre Jupiter, qui préside actuellement l'Union européenne, outre la France, n'a toujours pas confirmé sa candidature à un second quinquennat. S'il était réélu – par défaut, en quelque sorte, à voir les sondages –, cette nouvelle séquence pourrait se révéler tragique car les Français supporteraient-ils cinq années de plus, analogues à



celles que nous venons de subir ? Cela paraît difficile à imaginer. Mais les révolutions se révèlent souvent pires que les guerres, comme nous l'ont appris nos bons maîtres. C'est pourquoi il faut tout faire pour ne pas en reprendre pour cinq ans, et par exemple lire et faire lire ce *Procès de Jupiter*. Charles-Henri d'Elloy y dresse en effet un tableau assez

complet et détaillé des turpitudes du président sortant, classées par chapitres : la négation de la culture française, la haute trahison, l'atteinte aux libertés, au droit d'expression, les dissolutions d'organisations patriotiques, le mépris des Français, les mensonges assumés, la chute organisée de l'influence française dans le monde, la promotion du cosmopolitisme, etc. Tout cela, on le sait, bien évidemment. Parfois on en avait oublié certains détails, certaines péripéties, d'autant que la droitisation globale des Français pousse actuellement Macron (comme Péresse, voire comme le candidat communiste) à tenir des propos aux antipodes de sa politique passée et sans doute de ses intimes convictions.

Alors, pour déstabiliser le discours macronien d'un proche ou apporter la contradiction dans une réunion électorale, il n'est pas inutile de passer en revue ces thèmes, grâce à cette pertinente synthèse (nationale).

● Charles-Henri d'Elloy, *Le Procès de Jupiter*, Synthèse Editions, janvier 2022, 150 pages. ▀

Abonnement Premium

Papier et numérique + Hors-Série (10 parutions minimum par an) + Cadeau de Noël
Abonnement illimité par prélèv. mensuel : 34 €
6 mois : 239 €
1 an : 379 €
2 ans : 619 €

Abonnement classique

PAPIER ET NUMÉRIQUE
1 mois : 30 €
abonnement illimité par prélèvement mensuel
3 mois : 105 €
6 mois : 204 €
1 an : 354 €
2 ans : 580 €
2 ans, abonnement de soutien : 1 200 €

Abonnement Parrainage

PAPIER ET NUMÉRIQUE
3 mois : 88 €
6 mois : 170 €
1 an : 309 €

Avec nom du parrain obligatoire

Abonnement Internet

1 jour : 1,20 €
1 mois : 9,50 €
3 mois : 28 €
6 mois : 55 €
1 an : 99 €

PRÉSENT

5, rue d'Amboise, 75002 Paris

WWW.PRESENT.FR

Téléphone : 01.42.97.51.30

redaction@present.fr - abonnements@present.fr

Directeur (1981-2013) : Jean Madiran (†). SARL PRÉSENT pour 99 ans au capital de 135 555 €, sise 5 rue d'Amboise, 75002 Paris.

Gérant : Françoise Pichard.

Imprimerie Euclès Daily - 75009 Paris.

Dépôt légal : 1er trimestre 2022

CPPAP : 0518 C 83178

ISSN : 07.50.32.53.

Directeur de la publication : Françoise Pichard.

Rédacteur en chef : Samuel Martin.

Directeur du jour : Anne Le Pape.

Dans la crise ukrainienne, l'OTAN ne parle pas d'une seule voix

■ Olivier Bault

olivier-bault@present.fr

LES DIFFÉRENCES d'approche au sein de l'OTAN face à la crise ukrainienne étaient particulièrement visibles mardi. Ce jour-là, les Premiers ministres britannique et polonais se trouvaient à Kiev et parlaient de fournitures d'armements à l'Ukraine et d'une possible alliance à trois entre le Royaume-Uni, la Pologne et l'Ukraine, tandis que le Premier ministre hongrois était à Moscou pour parler avec le président Vladimir Poutine de coopération économique, en particulier dans le domaine du gaz et du nucléaire.

Contrairement à la Pologne, la Slovaquie, la Bulgarie ou la Roumanie, la Hongrie n'entend d'ailleurs pas accueillir une partie des renforts annoncés par les Etats-Unis pour sécuriser le front oriental de l'OTAN dans l'éventualité d'une invasion de l'Ukraine par la Russie. Le déploiement ordonné cette semaine par le président américain Joe Biden doit concerner environ 3 000 soldats supplémentaires dont 1 700 seront stationnés en Pologne et le reste sera pour le moment réparti entre l'Allemagne et la Roumanie. Ce modeste déploiement se veut une réponse à la présence de quelque cent mille soldats russes près de la frontière ukrainienne ainsi qu'à l'arrivée de troupes et matériels russes en Biélorussie en préparation de manœuvres militaires conjointes qui doivent se dérouler dans ce pays.

Du côté hongrois, le ministre de la Défense Tibor Benko affirmait le week-end dernier que « la Hongrie n'est actuellement pas en danger imminent de guerre » et n'a pas besoin « de forces supplémentaires de



Volodymyr Zelensky.

l'OTAN en Hongrie dans la situation actuelle ». Le Premier ministre Viktor Orbán assurait de son côté mardi à Moscou, lors de sa conférence de presse avec le président russe, que « les tensions doivent être réduites pour que la guerre froide ne revienne pas » et qu'« il n'y a pas un seul dirigeant de l'Union européenne qui souhaite un conflit avec la Russie ». Pendant ce temps à Kiev, le Premier ministre polonais Mateusz Morawiecki appelait le gouvernement allemand d'Olaf Scholz à ne pas certifier le nouveau gazoduc Nord Stream 2 qu'il qualifiait de pistolet chargé donné à Poutine pour faire chanter l'Europe. Morawiecki annonçait le même jour depuis la capitale ukrainienne que la Pologne allait livrer

des munitions d'armes légères et d'artillerie ainsi que des missiles antiaériens, des obusiers légers et des drones de reconnaissance à l'Ukraine. « Toute l'Europe et tout le monde occidental doivent s'unir en faveur de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine », a-t-il martelé après avoir rencontré son homologue ukrainien Denys Chmyhal.

Le Premier ministre britannique a également mis en garde, lors de sa conférence de presse avec le président ukrainien Volodymyr Zelensky, sur le fait que, « à la minute où il y aura une nouvelle incursion dans le territoire ukrainien, les sanctions s'appliqueront ».

Du côté ukrainien, on remercie pour l'aide obtenue et on estime que la fermeté des réactions occidentales a été d'un grand secours, mais l'on tempère tout de même un peu. « La panique est ce qu'il y a de pire pour nous », a ainsi déclaré le ministre de la Défense ukrainien Oleksii Reznikov dans un entretien pour le quotidien polonais *Rzeczpospolita*, dans lequel il compare les concentrations actuelles des forces russes à celles du printemps dernier. Le président ukrainien lui-même a déclaré vendredi : « Je ne dis pas qu'une escalade n'est pas possible mais nous n'avons pas besoin de cette panique », car le risque pour l'Ukraine aujourd'hui, ce serait une déstabilisation provoquée par des facteurs économiques. Le ministre des Affaires étrangères ukrainien Dmytro Kuleba a toutefois souligné le 30 janvier que « si les responsables russes sont sérieux lorsqu'ils affirment ne pas vouloir une nouvelle guerre, la Russie doit poursuivre son engagement diplomatique et retirer les forces militaires qu'elle a amassées le long des frontières de l'Ukraine et dans les territoires ukrainiens temporairement occupés ». ▀

Suisse

Un vieil impôt hors d'usage ?

■ Eric Bertinat

redaction@present.fr

Correspondant permanent en Suisse

C'EST REPARTI : nous votons le 13 février (voir *Présent* du 10 décembre). Parmi les objets soumis au verdict populaire, l'abolition du droit de timbre. Il s'agit d'un vieil impôt qui a la vie dure. Il a été introduit durant la Première Guerre mondiale afin de trouver de nouvelles sources de financement pour la Confédération. La perception de ce nouvel impôt a été acceptée par une courte majorité du peuple (53,2 %) le 13 mai 1917.

Un bon siècle plus tard, la Confédération impose toujours l'acquisition et la cession de titres suisses et étrangers à un droit de timbre. Le droit de timbre d'émission sur le capital propre couvre l'émission et l'augmentation de la valeur nominale des droits de participation suisses.

Le Conseil fédéral et le Parlement ont approuvé ce projet qui a fait l'objet

d'un référendum lancé par la gauche et les syndicats. Les Suisses sont face à un débat techniquement compliqué, comme tous ceux qui concernent la fiscalité. De plus, il est toujours périlleux de supprimer une ressource financière publique. Pour les opposants qui soulignent la perte de 250 millions pour les caisses de la Confédération, lorsque les recettes font défaut, il n'y a que deux options : soit le trou dans les caisses doit être comblé par la population *via* une augmentation de l'impôt sur le revenu ou de la taxe sur la valeur ajoutée, soit l'Etat doit supprimer des prestations.

Pour les milieux économiques et les partis de droite, le droit de timbre est une entrave fiscale qui bride le marché monétaire, un frein à l'émission comme au négoce. Avec pour conséquence que les investisseurs, les banques et d'autres prestataires de services financiers délocalisent des volumes d'affaires substantiels vers des places concurrentes à l'étranger. Le Conseil fédéral a publié en juin 2019 une étude réalisée par BAK Economics. Celle-ci analyse les

impacts économiques d'une suppression des droits de timbre et d'une réforme globale de l'impôt anticipé. BAK Economics en arrive à la conclusion que ces réformes conduiraient en dix ans à une croissance du produit intérieur brut (PIB) de 1,4 %. Cela représente environ 22 000 créations d'emploi à plein temps.

Un système concurrentiel et vertueux à la fois

Nous serions tentés par ces explications : la droite helvétique, en son sens large, lutte généralement contre la fiscalité excessive que défend la gauche. J'ai bien précisé : généralement ! Sauf que cet impôt trouve naturellement sa place dans le système fiscal suisse compétitif parce que différent de celui des pays voisins. La Suisse prélève un droit de timbre lors de la création d'une société anonyme mais, dans le même temps, elle exonère la plus-value réalisée par l'actionnaire au moment de la vente de cette société anonyme. La majorité des Etats européens ne

connaissent pas ce principe d'exonération des plus-values extrêmement favorables aux investisseurs.

En supprimant le droit de timbre, la droite espère soutenir une place économique et financière solide. Mais aussi elle efface toute spécificité de notre fiscalité, ce qui va faire de la Suisse un voisin européen encore plus facilement eurocompatible. C'est un peu surprenant d'observer l'UDC soutenir sans autre remarque cet aspect du dossier alors que ses militants sont très partagés (sondages SSR). A noter que la base des Libéraux et du Centre n'est pas, elle non plus, massivement acquise à tordre le cou au droit de timbre.

A l'heure où les partis du centre et les Verts libéraux font pression pour que la Suisse retourne vers Bruxelles, tels les Hébreux se couvrant la tête de cendres en signe de pénitence, pour renégocier le fameux accord-cadre, il n'est peut-être pas inutile d'intégrer dans notre réflexion souverainiste l'aspect clairement protectionniste de ce vieil impôt. Et ça, on aime ! ▀

BREJNEV

L'homme qui n'a pas sauvé l'Union soviétique

■ Jacques Breil redaction@present.fr

EN JUIN 1977, lors de notre jeunesse militante, et à l'occasion de la visite en France du chef de l'Union soviétique, nous scandions, dans des manifestations toutes plus interdites les unes que les autres par le pouvoir giscardien : « Brejnev, dehors ! » Cela fait donc tout drôle, quarante-cinq ans plus tard, de devoir recenser une biographie de ce grand dictateur totalitaire.

François Mitterrand affirmait avec justesse : « Les pacifistes sont à l'Ouest, mais les missiles sont à l'Est. » Alors, sans renier notre jeunesse ni nos convictions, et avant même d'ouvrir ce livre qui raconte sa vie, nous pouvons tout de même créditer Léonid Brejnev de ne pas avoir lancé l'Armée rouge à l'assaut de l'Europe, de n'avoir pas transformé la guerre froide en guerre chaude (même s'il a envoyé ses troupes en Afghanistan, qui se révéla d'ailleurs un piège pour l'Union soviétique, avant de le devenir pour les Occidentaux). Gorbatchev est celui qui a enterré l'Union soviétique en décembre 1991, mais incontestablement Brejnev fut celui qui la mena au tombeau : économiquement, en particulier, la période où il fut aux commandes vit ce grand empire s'appauvrir progressivement et perdre pied dans le match qui l'opposait aux Etats-Unis, même si Brejnev tentait d'utiliser sa capacité militaire (en Tchécoslovaquie, au Moyen-Orient, en Afrique, en Amérique latine) pour essayer de freiner l'inexorable déclin politique de l'Union soviétique.

Un système politique inefficace

Il n'est pas sûr, toutefois, qu'un autre aurait pu faire beaucoup mieux avec ce système politique fondamentalement inefficace et antihumain. Son successeur a d'ailleurs montré, à travers la *perestroïka* et son résultat calamiteux, que la voie des réformes radicales ne pouvait aboutir qu'à la dislocation de ce système. Les oligarques rouges chinois s'inspirent aujourd'hui de ce contre-exemple pour essayer de profiter du meilleur des deux systèmes, capitaliste et socialiste : il n'est pas certain pourtant que, malgré leur travail minutieux et quotidien d'équilibrage, ils ne soient pas confrontés un jour au même effondrement.

Sur le plan personnel, Brejnev est généralement mal considéré, il est vu plutôt comme un incapable, une figure peu intéressante, un genre d'idiot. On ne le crédite pas d'une méchanceté suprême, comme Lénine

ou Staline, ni de l'apparente bonhomie de Khrouchtchev. Mais il a pourtant réussi à se maintenir durant dix-huit longues années à la tête d'un immense empire, où les ambitieux habiles et sans scrupule, les requins aux dents longues, ne manquaient pas. Cette longévité ne peut être uniquement le fait d'un sot. D'ailleurs cet empire, pourtant miné de l'intérieur, ne s'est pas écroulé durant son règne, mais seulement neuf ans après sa mort.

Le rôle du nationalisme

Dans notre évaluation du système communiste, nous ne devons jamais oublier le rôle du nationalisme, qui constitue, plus souvent qu'à son tour, le véritable ciment d'une telle société. Les Chinois en sont un excellent exemple, qui ne sont peut-être pas très enthousiastes du pouvoir marxiste-léniniste, mais dont le nationalisme sourcilieux s'accommode très bien des progrès que fait, sur la scène du monde, la Chine (même communiste).

Dans le cas de Brejnev, si son échec économique le desservait, si sa politique de répression le rendait assez odieux, c'est surtout son incapacité de plus en plus flagrante à ce que l'Union soviétique tienne son rang au milieu des nations les plus puissantes qui contribua à le déconsidérer aux yeux de son propre peuple.

Dans la course à la bombe atomique et aux armes les plus avancées, dans la conquête spatiale, dans d'autres domaines encore, l'Union soviétique avait incontestablement marqué antérieurement des points, avait

quelquefois damé le pion aux Etats-Unis. Sous Brejnev, il n'y en avait plus que pour l'Occident, ses succès, ses avancées. Le boycottage massif des Jeux olympiques de Moscou en 1980 (une cinquantaine de pays absents, et une quinzaine se présentant uniquement sous la bannière olympique), orchestré par les Américains, en fut un signe éclatant : l'Union soviétique fut incapable de répondre efficacement à cette manœuvre, et perdit la face. Les Soviétiques, les Russes furent atteints dans leur fierté en constatant que leur gouvernement n'arrivait pas à maintenir leur pays aux premiers rangs du monde, et ils en voulurent à Brejnev. C'est ce qui justifie, en bonne partie, le sous-titre que l'auteur a voulu donner à sa biographie : « L'antihéros ».

Brejnev ne fut certes pas un personnage flamboyant : ses épais sourcils, son élocution incertaine, son orthographe approximative, sa vanité (il arborait sans complexe quarante décorations soviétiques, et il était titulaire en tout de cent vingt décorations, en comptant les étrangères), sa paresse peut-être (il passait beaucoup de temps à chasser et à dormir) ne suscitent pas spécialement l'enthousiasme. Il ne fut d'ailleurs pas un grand politique, reconnaissons-le, n'arrivant pas à régler les problèmes profonds du pays dont il avait la charge. Mais il joua tout de même un rôle majeur dans l'histoire du monde durant deux décennies cruciales et, à ce titre, mérite d'être mieux connu, ce que nous propose avec pertinence son biographe.

● Andreï Kozovoï, *Brejnev - L'antihéros*, Perrin, 2021, 464 pages, 24 euros. ▸



Léonid Brejnev, grand collectionneur de décorations.

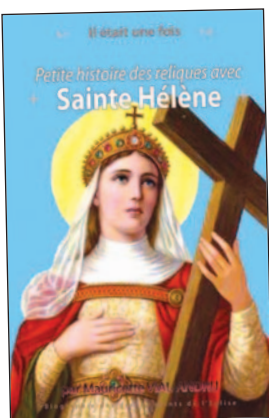


Nous avons reçu

Une recherche exaltante

QUELLE RECHERCHE peut être plus exaltante pour un chrétien que celle de la quête de la vraie croix ? Sainte Hélène s'y employa, et le récit des fouilles qu'elle entreprit à Jérusalem ne peut que marquer les jeunes esprits. Mauricette Vial-Andru le raconte en un petit livre adapté aux jeunes enfants, qui sauront l'essentiel sur la mère de Constantin et le signe dans le ciel qui permit à l'empereur de vaincre à la bataille du pont Milvius. Etape on ne peut plus importante pour la civilisation chrétienne.

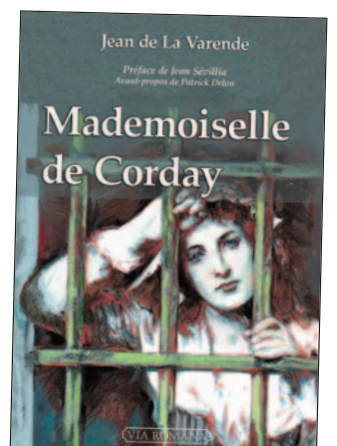
● Mauricette Vial-Andru, *Petite histoire des reliques avec sainte Hélène*, éd. Saint-Jude, 86 pages, 7 euros.



Charlotte Corday, héroïne la varendienne

Les éditions Via Romana poursuivent leur réédition de textes de Jean de La Varendie. Le plus récent volume reprend son évocation de Mademoiselle de Corday, avec une belle préface de Jean Sévillia – qui souligne avec justesse que le « royalisme » de Charlotte Corday n'est pas tout à fait celui du chouan La Varendie – et un avant-propos de Patrick Delon, infatigable président des Amis de La Varendie. L'édition, fort bien présentée, offre une couverture d'Aramis et des dessins de Françoise Pichard (notre Chard), certains d'après des gravures d'époque.

● Jean de La Varendie, *Mademoiselle de Corday*, éd. Via Romana, 122 pages, 16 euros. ▸



Entretien avec Xavier Moreau

Le vrai visage de la gauche

■ Propos recueillis par **Anne Le Pape**
anne-le-pape@present.fr



Il est important de connaître ses adversaires, d'où les diverses études sur la gauche française. Voici le point de vue de Xavier Moreau, qui vient de faire paraître un *Livre noir de la gauche française*.

— *Vous êtes connu comme spécialiste de la Russie, où vous vivez maintenant depuis longtemps. Qu'est-ce qui vous a poussé à vous intéresser à l'histoire de la gauche en France ?*

— Ce livre est en fait un projet qui me tenait à cœur depuis longtemps. J'ai commencé à y penser alors que j'étais membre du bureau politique du Parti chrétien démocrate en 2017 et surtout lorsque j'ai participé au mouvement initial des Gilets jaunes en 2018. J'ai vu alors s'exercer une violence et un mépris du peuple qui m'ont rappelé ceux de la gauche révolutionnaire et de la IIIe République. J'étais de plus choqué par l'incapacité de la plupart des manifestants à comprendre la nature du pouvoir qui les réprimait avec sauvagerie.

— *Quel est l'acte fondateur de cette gauche ?*

— Incontestablement, c'est la Terreur. C'est à ce moment où la gauche française prend le pouvoir et a les moyens de l'exercer sans aucune opposition ni aucune retenue. Ses deux composantes girondine et jacobine se révèlent telles qu'elles sont encore aujourd'hui : l'une voulant obsessionnellement exporter les valeurs qu'elle croit universelles de la Révolution — y compris et surtout par les armes —, l'autre voulant « régénérer » le peuple français quitte à déployer une violence unique dans l'histoire de notre pays.

— *Qu'est-ce qui la caractérise ?*

— Elle prône une laïcité qui n'est pas — de son propre aveu — une neutralité religieuse mais une religion de remplacement. A ce fanatisme s'ajoute

celui d'être persuadé d'incarner une avant-garde missionnée pour recréer une France totalement nouvelle et détruire l'ancienne. Certaine de sa légitimité, la gauche française ne se donne aucune limite éthique. Elle n'hésite ni à déclarer la guerre à l'Europe pour venir à bout des « tyrans », ni à envoyer l'armée massacrer son propre peuple, femmes, enfants et vieillards compris. Ces massacres et ses exactions sont alors justifiés par le recours au principe d'égalité, qui lui sert jusqu'à aujourd'hui à légitimer les plus grandes injustices. Elle s'en prend également au nom de ce même principe aux écoles primaires qui sont pourtant en plein essor en 1789. Ferry, Mitterrand, Hollande et Macron continueront sur cette voie.

— *Quelles en sont les grandes figures ?*

— La grande icône de la gauche est Voltaire, qui est « panthéonisé » dès 1791 et qui pose d'ailleurs des problèmes à la gauche contemporaine devenue indigéniste, car il fut non seulement trafiquant d'es-

claves mais également raciste et antisémite. Vient ensuite Robespierre, le grand fondateur qui installe la gauche française dans le totalitarisme qui la caractérise encore aujourd'hui, puis Danton qui incarne cette gauche corrompue qui se croit tout permis. Suivent ensuite Gambetta et Ferry qui mettent en place un régime sur mesure pour la gauche, qui lui permet de rester au pouvoir sans interruption jusqu'en 1958. Ceux-là suivent le double objectif de répandre les idées gauchistes révolutionnaires partout dans le monde tout en déchristianisant la France, alors que les grandes guerres du

XXe siècle auraient requis une tout autre politique. La grande figure de la gauche contemporaine reste François Mitterrand. Il reste une idole pour une partie de la gauche française bien qu'il ait été vichyste, colonialiste et que son régime fût celui d'une corruption extrême.

— *Vous voyez donc dans le combat de la gauche un aspect religieux ?*

— Elle le considère elle-même ainsi. La gauche met fin à la distinction en France entre le temporel et le spirituel. Dès son accession au pouvoir elle impose ses dogmes et ses mythes. Elle singe d'ailleurs les ouvrages religieux car elle comprend que pour un peuple pieux comme le peuple français la suppression pure et simple du catholicisme ne suffira pas : « On ne détruit réellement que ce qu'on remplace. » C'est la mission que se fixe Ferdinand Buisson sous la IIIe République, reprise aujourd'hui par quelqu'un comme Vincent Peillon qui parle de la laïcité comme d'« une religion pour la République ».

— *Quel rôle la gauche a-t-elle joué dans la colonisation ?*

— La gauche française est à l'origine de la colonisation car elle veut exporter ses « valeurs » qu'elle croit universelles. Elle cherche également un exutoire car dans les années 1870-1880 les Français, qui sont hostiles à la colonisation, ont les yeux tournés vers la ligne bleue des Vosges. Des nationalistes comme Déroulède veulent récupérer l'Alsace et la Lorraine. Elle mène ensuite à partir de 1946 les guerres s'opposant à la décolonisation alors que la raison aurait voulu que la France abandonnât ses ruineuses colonies rapidement et pacifiquement. Par la suite, la gauche soixante-huitarde autour de Jean-Paul Sartre accouche d'une idéologie francophobe qui entend faire porter au peuple français la responsabilité sur des crimes — la plupart fantasmés — qui, quand ils ont existé réellement, sont l'œuvre de la gauche qui fut au pouvoir tout au long de cette grandiose mais absurde épopée.

— *La gauche est-elle pacifiste, comme elle cherche à en donner l'image ?*

— La gauche est belliciste et pacifiste toujours à contretemps. Elle est belliciste pour exporter son idéologie, en 1792, 1880, ou plus récemment en Libye ou en Syrie, prétendant apporter sa bonne nouvelle à des peuples qui ne lui ont rien demandé. Elle est en revanche pacifiste et inapte face aux dangers réels qui ont menacé la France, en 1914, en 1939, et plus récemment dans la lutte contre le terrorisme islamiste.

— *Quel est pour vous celui qui s'est le plus efficacement opposé à cette gauche ?*

— Je retiendrais le nom d'un homme qui pour moi a montré qu'un grand parti populaire nationaliste et conservateur pouvait exister en France, c'est celui du colonel de La Rocque. Il créa en 1936 le Parti social français inspiré du catholicisme social, rassemblant au moins 1,2 million d'adhérents dont 300 000 femmes et qui aurait — sans l'invasion allemande — accédé au pouvoir au printemps 1940. C'est un personnage dont on peut s'inspirer, même s'il faut — bien entendu — rester critique sur certains aspects de son action.

● Xavier Moreau, *Le Livre noir de la gauche française - Répression, colonisation, corruption, collaboration*, Stratpol. ■



Paris saccagé, Hidalgo en péril

■ **Françoise Monestier**
francoise-monestier@present.fr

« **L**A GAUCHE N'EN VEUT PLUS, les Parisiens n'en peuvent plus. Paris sombre sous la dette », vient de déclarer Rachida Dati qui ne ménage pas ses critiques à l'égard du maire de Paris. Sale temps, en effet, pour Anne Hidalgo qui a perdu de sa superbe après cette primaire populaire qui a hissé sur le pavois son double ultramarin qui bénéficiera du soutien de ses congénères et de celui de tous ceux qui sont sensibles aux messages de la négritude. Christiane Taubira qui rêvait de revenir sur les planches et de se voir adoubée s'est prêtée complaisamment à cette opération qui préfigure la mise en place généralisée du vote électronique dont on a vu les effets dévastateurs aux Etats-Unis lors de l'élection de Joe Biden et qui permettra tous les accommodements et tricheries possibles.

Fluctuat... et mergitur

Le ralliement d'Arnaud Montebourg – il avait pourtant juré ses grands dieux qu'il ne soutiendrait personne après son retrait de la course présidentielle – ne permettra pas à Hidalgo d'effectuer la *remontada* qui lui éviterait la *retirada* que doivent souhaiter beaucoup de ses concurrents de gauche. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, les magistrats de la chambre régionale des comptes qui ont passé au crible les finances de la capitale et estiment la dette à plus de sept milliards d'euros ont sorti le martinet sans toutefois appeler à une mise sous tutelle de la ville. Enfin, la publication de *La Disparition de Paris*, le livre que Didier Rykner (spécialiste du patrimoine et infatigable animateur du site La Tribune de l'Art) consacre à la destruction programmée du patrimoine parisien, devrait donner quelques cheveux blancs à Notre Drame de Paris. Elle s'est également juré d'avoir la peau de #SaccageParis, le mot-dièse qui regroupe tous ceux qui en ont assez des poubelles pas ramassées, des chantiers qui n'en finissent plus, du mobilier urbain mal entretenu, des plans de circulation insensés ou des jardins et des fontaines laissés à l'abandon. Selon le journal *Le Parisien*, la majorité écolo-socialo-communiste organiserait chaque semaine des réunions de crise pour savoir comment riposter.

Vandalisme tous azimuts

Depuis des lustres, Didier Rykner arpente les rues de Paris, photographie les immondices, les chantiers en souffrance, les trottoirs casse-gueule ou les publicités agressives imposées au péquin parisien. Pour parfaire sa connaissance du territoire parisien, il utilise les applications Google Maps et Google Street View qui permettent de constater l'évolution des espaces sur plusieurs années. Il est un nouveau *Piéton de Paris* avec l'œil plus acéré que celui de Léon-Paul Fargue, amoureux déclaré du Xe arrondissement dans lequel il avait vu le jour, et qu'il ne reconnaîtrait plus tant il a changé : « Avec ses deux gares, vastes music-halls où l'on est à la fois acteur et spectateur, avec son canal glacé comme une feuille de tremble et si tendre aux infinnités petits de l'âme, il a toujours nourri de force et de tristesse mon cœur et mes pas. » En 240 pages, Didier Rykner règle son sort à l'équipe municipale, recense les différentes étapes de la défiguration de la capitale et remet sévèrement en cause, exemples à l'appui, la politique patrimoniale et urbaine menée par Hidalgo mais également par son prédécesseur qui commença, par exemple, à massacrer la place de la République alors qu'Anne Hidalgo se faisait les dents en sa qualité d'adjointe à l'urbanisme et à l'architecture.

Pour ce journaliste d'investigation, un mot représente cette volonté de détruire méthodiquement le patri-



moine : « réinventer ». « A Paris, on réinvente tout, comme si la ville dans laquelle nous vivons avait besoin d'être entièrement bouleversée, comme si nous avions donné mandat à la maire de régler notre vie entière. »

Aberrations en tous genres

Il tire un coup de chapeau aux animateurs de #SaccageParis qui viennent d'ailleurs de remporter une victoire avec la fin des « permis de végétaliser » le pourtour des arbres et le retour, autour de ces mêmes arbres, des grilles en fonte ajourée chères au Paris haussmannien. Le lecteur suit l'histoire de la disparition des fameux bancs verts à double assise Davioud, des réverbères en fonte ou des kiosques à journaux qui ont pris la poudre d'escampette. S'agissant des bancs, ils ont été remplacés par des horreurs en bois brut ou des modèles de bancs individuels en plastique ou en métal parfois disposés autour d'un arbre. Rykner nous apprend la naissance, en août dernier, du « banc en pierre rafraîchissant » installé devant l'église Notre-Dame-de-la-Gare (13e arrondissement). Pour la modeste somme de 19 000 euros, « il se déclenche au-dessus de 30° et s'alimente de l'air frais des souterrains et des carrières ». Aux dernières nouvelles, il n'était plus en place en décembre dernier.

L'amoureux de Paris fait également la chasse aux uritrottoirs et autres naturinoirs qui permettent aux exhibitionnistes de s'en donner à cœur joie. Pour la modique somme de 40 000 euros, les Parisiens ont pu admirer, du côté de Stalingrad, un urinoir qui fonctionnait à l'énergie solaire mais qui a rapidement été démolé quand ses concepteurs ont constaté que les feuilles des arbres alentour l'empêchaient de fonctionner. Rykner se désolé de la prolifération des tags considérés par l'équipe municipale comme « un trésor pour les amateurs de *street art* » et déplore l'ambiguïté d'élus qui encouragent ces graffitis tout en les combattant quand les riverains protestent comme ce fut récemment le cas quai de Bourbon.

Haro sur les imposteurs

L'escroquerie écologiste d'Hidalgo est passée au peigne fin et, plus particulièrement, la théorie fumeuse consistant à « faire croire que « végétaliser » une ville, néologisme inventé par nos pseudo-écologistes municipaux, permettra de sauver la planète ».

Il fustige celle qui prétend « rendre Paris plus vert et protéger les arbres alors que la ville est en réalité victime d'une surdensification qui fait disparaître d'innombrables îlots de verdure pendant que les coupes d'arbres se multiplient sans qu'on en comprenne vraiment la raison ». L'affaire de la glycine centenaire de Montmartre, coupée sans autre forme de procès, est rappelée tout comme l'abattage de ces arbres qui se multiplie dans de nombreux quartiers parisiens. Jardins historiques en souffrance, tel le parc Monceau ou celui des Buttes-Chaumont sans oublier le Champ-de-Mars qui est dans un état désastreux, squares et jardins abandonnés aux trafics en tous genres comme ceux de la place de La Chapelle ou les jardins d'Eole, emblématiques de l'impérialisme parisienne, tout est disséqué par le menu.

S'agissant de l'urbanisme, Didier Rykner condamne la densification tendant à construire « systématiquement sur les jardins, parkings arborés ou espaces boisés existant en retrait de rue ». Il fait également le procès des tours, très prisées en ce moment, de Toulouse à Arles en passant par Lyon et Paris, et pense que, « bien loin d'ajouter à la beauté d'une ville, une tour représente plutôt un passé ringard qui imaginait que construire toujours plus haut serait une victoire pour l'humanité ».

La publicité agressive que l'on voit à tous les coins de rue ou sur les échafaudages des monuments en restauration – je pense à l'église de la Madeleine ou de la Trinité – est agressive et envahit Paris qui devient une ville-sandwich et offre l'image que présentait Venise avant que de bonnes âmes ne s'opposent à cette forme de prostitution. Avec ce livre Didier

Rykner a engagé le procès de la beauté contre celui de la laideur. Comme l'écrivait Léon Daudet dans *Paris vécu* : « Les voies et artères d'une ville comme Paris sont des préparations d'événements heureux ou terribles, de naissances d'hommes bienfaisants, ou funestes, d'insurrections, de meurtres, d'avortements, de savants, de soldats, ou de poètes de génie, et de bien d'autres circonstances rassurantes, réconfortantes, ou fatales, enfermées dans des bipèdes humains. » Tout est dit.

● Didier Rykner, *La Disparition de Paris*, Les Belles Lettres, 19 euros. ▀



LA BOUTIQUE DE "PRÉSENT"

www.present.fr/boutique

INFO : 01 42 97 51 30
PRÉSENT, 5 rue d'Amboise, 75002 Paris



HORS-SÉRIE **NOUVEAU**

ROBERT BRASILLACH
Le poète foudroyé

5 EUROS
+ FRAIS DE PORT



HORS-SÉRIE **NOUVEAU**

1982 - 2022
40 ans
et toutes ses dents !
Numéro double : 44 pages

6,50 EUROS
+ FRAIS DE PORT



HORS-SÉRIE

HOMMAGE À NOS SOLDATS
50 ans d'Opex

5 EUROS
+ FRAIS DE PORT



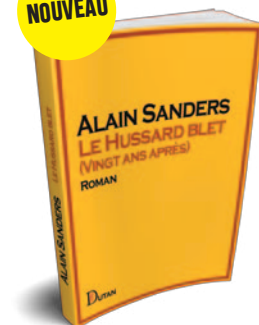
HORS-SÉRIE

ACTION FRANÇAISE
L'éternel phénix du nationalisme

5 EUROS
+ FRAIS DE PORT

LIVRES

NOUVEAU



Alain Sanders
LE HUSSARD BLEU
(Roman)

28 EUROS
FRAIS DE PORT COMPRIS

NOUVEAU



Francis Bergeron
HISTOIRE SECRÈTE DES PRÉTENDUS « NÉONAZIS » DE CHATEAUROUX (2001-2021)

23 EUROS
FRAIS DE PORT COMPRIS

REVUES



LIVR'ARBITRES n°35
Tour de France littéraire :
La BRETAGNE

12 EUROS
+ FRAIS DE PORT

DVD

SYMPHONIA, L'ÉPOPÉE MUSICALE

UN GRAND SPECTACLE SUR L'HISTOIRE DE LA MUSIQUE.

20 EUROS
FRAIS DE PORT COMPRIS



Les dessins originaux de CHARD

AVEC DÉDICACE

25 EUROS
+ FRAIS DE PORT



25 EUROS
+ FRAIS DE PORT

Francis Bergeron
PRÉSENT, UN DÉFI AU QUOTIDIEN

28 EUROS
+ FRAIS DE PORT

François Brigneau,
MON APRÈS-GUERRE

